

Processus de ghettoïsation et mode de socialisation

Depuis l'émeute des Minguettes, la « violence des jeunes de cité » est devenue un problème

de société aux enjeux électoraux importants.

Thomas Sauvadet

ATER au département de sociologie

Thèse de doctorat en sociologie
soutenue le 22 novembre 2004
sous la direction de Michel Joubert

La problématique

Dans les trois cités HLM (une de la banlieue sud, une autre de la banlieue nord de Paris et une du quartier nord de Marseille) que j'ai étudiées, entre 2000 et 2003, via l'observation, il existe de nombreuses références à un groupe dit des « jeunes de la cité ».

Cette étude a cherché à délimiter les contours de ce groupe : la séparation relative masculin/féminin, celle entre les jeunes et les adultes, et surtout celle entre les garçons qui se revendiquent de ce groupe et ceux qui s'en tiennent plus ou moins à l'écart.

L'étape suivante a été de comprendre les différentes positions qui structurent ce groupe, en fonction du temps de présence, de la position hiérarchique, de l'âge et des activités pratiquées.

Enfin, cette thèse analyse le mode de hiérarchisation prédominant au sein de l'espace de socialisation concerné, utilisant un capital qualifié de « guerrier ». La cohésion sociale créée par ce « capital

guerrier » renvoie aux solidarités « guerrières » faites de luttes stratégiques, relationnelles, politiques. La force du nombre est déterminante. Le « capital guerrier » est aussi constitué par les capacités mentales et physiques nécessaires pour réfléchir et agir sous le feu de l'action (confiance en soi, force physique...). Il renvoie à la faiblesse du monopole étatique de la violence physique, une faiblesse qui semble exister à différents degrés dans la plupart des milieux sociaux masculins, comme nous invite à le penser l'anthropologie de l'honneur menée par Julian Pitt-Rivers. Le « capital guerrier » des « jeunes de la cité » est un capital dans le sens où il peut se convertir dans bien des situations (appropriation d'un marché illicite, intimidation lors d'une joute verbale, protection des frères et sœurs, utilisation abusive des ressources communes au groupe des « jeunes de la cité » – boissons, nourritures, scooters...).

Le champ « jeunes de la cité » étant composé de positions différenciées, il existe différents types de stratégie par rapport au « capital guerrier » : certaines contournent son acquisition directe en recherchant des protecteurs, donc via la recherche de capital social, d'autres utilisent tous les moyens disponibles. Enfin, certains jeunes n'ont rien à prouver : le simple fait qu'ils soient « le petit frère de... » suffit à garantir leur « honorabilité », leur « respectabilité ».

Tout au long de mes recherches, une problématique majeure a été d'articu-

ler ces observations de terrain à certaines évolutions structurelles dont souffre notre société depuis le tournant des années 1980 : installation d'un chômage structurel, renforcement de la ségrégation urbaine, dépolitisation et désyndicalisation, augmentation des violences physiques interpersonnelles au sein de la jeunesse des quartiers défavorisés...

L'articulation retenue fait jouer trois logiques :

- **logique numéro 1** : l'accroissement de l'oppression structurelle a créé de l'anomie ;
- **logique numéro 2** : une logique oscillant entre communautaire et micro-sociétaire dans la mesure où l'accroissement de l'oppression structurelle a aussi progressivement forcé une partie des populations qui en étaient victimes à développer des formes d'organisation. Si ces formes d'organisation peuvent paraître mineures, voire contraires à la notion d'organisation – du fait de la brutalité qui peut les caractériser –, elles existent néanmoins et témoignent régulièrement de profondes solidarités (réconforts, prêts et dons, luttes collectives contre le stigmatisé) ;
- **logique numéro 3** : les ressources enfantées par l'organisation sociale des « jeunes de la cité » produisent aussi des rivalités. Par exemple, l'élaboration d'un projet associatif ou d'un marché illicite suscite des rivalités spécifiques liées au contrôle de cette association ou de ce marché.

Ces trois logiques caractérisent la vie sociale du groupe « jeunes de la cité ».

Les enjeux contemporains

Depuis l'émeute des Minguettes, à Lyon, en 1981, la « violence des jeunes de cité » est devenue un problème de société, aux enjeux électoraux importants à partir des années 1990.

La problématique est souvent envisagée en terme de « Nous » – « Nous » les enseignants, « Nous » les policiers, « Nous » les autres résidents de la cité... – et de « Eux » – « Eux » les « jeunes de la cité ».

À partir de nombreuses observations de terrain à l'intérieur de ces groupes de jeunes, mon travail montre que les premières victimes de cette violence (verbale, physique...) sont les jeunes qui la produisent, du fait qu'ils sont tour à tour auteurs et victimes. Les chiffres des services de police et ceux des enquêtes de victimisation confirment d'ailleurs le fait suivant : les jeunes qui habitent les cités HLM sont les premières victimes de la dite « insécurité ». L'observation directe, *in situ*, de la vie sociale de ces groupes, permet de comprendre la rationalité et la moralité de certains comportements pourtant stigmatisés.

Le « capital guerrier » des « jeunes de la cité » est dans bien des situations une capacité d'adaptation. Il renvoie à des enjeux particulièrement sérieux ainsi qu'à une époque déterminante dans la construction de la personnalité : celle de la jeunesse.

L'acquisition de ce « capital » vise dans bien des cas à la préservation de la subjectivité, à l'affirmation de la qualité de personne, à la préservation des proches, à imposer des limites aux multiples visages de la domination, c'est-à-dire à exister malgré le « broyeur » que représente l'articulation d'une violence « verticale » (chômage, discriminations, répressions...) et

d'une violence « horizontale » (vols, agressions, etc., entre proches).

Pour toutes ces raisons, la recherche de « capital guerrier » n'est pas aisément condamnable sur le plan moral.

Chacun est mis ici devant ses responsabilités : « la » société comme les jeunes concernés par l'étude. Il y a ni « sauvages », ni « simples victimes de la stigmatisation », ni diabolisation, ni angélisme, mais une analyse dialectique entre violences macro-sociales et violences micro-sociales.

L'enjeu est de faire connaître une perception plus complexe de la « violence des jeunes de cité », une perception liée à l'analyse de la double oppression que représente l'articulation de la violence « verticale » à celle d'ordre « horizontal », car c'est dans ce contexte que les jeunes concernés en viennent à produire de la violence verbale et physique.

Autrement dit, pour comprendre leurs violences, il faut comprendre leur sentiment d'insécurité, ce qui renvoie à une analyse multi-factorielle.

Les pistes pour l'action sont de différents ordres :

- au niveau structurel, ce travail considère la réduction des inégalités comme un enjeu déterminant de la pacification de notre société ;
- au niveau des groupes de « jeunes de la cité », il considère que ceux-ci doivent être l'objet d'orientations diverses : ouverture sur les adultes et les filles du quartier, ouverture sur l'extérieur du quartier, luttes contre le machisme et le racisme, critiques de l'individualisme et du matérialisme (autant de luttes et de critiques qu'il s'agit également de mener dans l'ensemble de la société), mises en garde au sujet des rivalités internes au groupe, politisation, organisations économiques locales autres qu'illucites.

